

Offre d'emploi

Juriste en droit de l'aide sociale

Poste à temps partiel (33%) pour 2 ans et 8 mois

Le Centre de droit public et social de l'ULB (<https://droit-public-et-social.ulb.be>) offre un poste de juriste pour la Street Law Clinic en droit social de l'ULB. Il s'agit d'un poste à temps partiel (33% - négociable) pour une durée de 2 ans et 8 mois, du **15 février 2026 au 30 septembre 2028**.

1. Présentation de la Street Law Clinic en droit social et de ses projets

La Street Law Clinic en droit social vise à apprendre à des étudiant·es en droit à communiquer des informations juridiques dans un langage clair à des personnes vulnérables, pour que ces dernières comprennent leurs droits et puissent les faire valoir. Prenant acte de l'augmentation de la précarité étudiante, la clinique a décidé d'informer les étudiant·es sur leurs droits et leurs obligations à l'égard des CPAS.

A cette fin, la Street Law Clinic a développé trois projets complémentaires :

- la tenue de **permanences** d'information pour les étudiant·es qui se posent des questions en matière d'aide sociale ou qui rencontrent une difficulté avec un CPAS ;
- la rédaction de **documents** en langage clair et accessible, présentant les droits et obligations des étudiant·es sur des questions au sujet desquelles des pratiques divergentes, parfois problématiques, des CPAS sont observées ;
- la tenue de **séances d'information collectives** sur les aides existantes pour financer ses études (bourses, CPAS, etc.) à destination des étudiant·es qui suivent des études supérieures ou secondaires.

Pour plus d'informations sur la clinique, vous pouvez consulter son [site internet](#).

2. Description de la fonction proposée

La personne recrutée sera notamment amenée à :

- **Tenir des permanences d'aide sociale et assurer le suivi des dossiers avec les étudiant·es de la clinique**
 - Encadrer les étudiant·es de la clinique qui donnent des conseils de première ligne lors des permanences de la clinique (1 à 2 demi-journées par semaine) ;
 - Assurer le suivi des étudiant·es bénéficiaires avec les étudiant·es de la clinique (email de suivi, introduction d'une demande d'aide au CPAS, rédaction d'une demande de révision, accompagnement à une audition, etc.) ;
 - Être la personne de référence pour les étudiant·es de la clinique dans le traitement des dossiers.

- **Participer au développement de permanences pluridisciplinaires (juristes-assistant·es social·es)**

La clinique commence à développer des permanences multidisciplinaires avec des étudiant·es assistant·es social·es. La personne recrutée sera associée au développement de ces permanences : réflexion sur la mise en place de ces permanences et collaboration avec des assistant·es social·es.

- **Participer à la réflexion sur la précarité étudiante et les aides proposées aux étudiant·es en situation précaire**

Identifier des questions de recherche à développer au sein de la clinique (en vue de la rédaction d'articles, de communication sur les réseaux sociaux, de développement des activités de la clinique, etc.).

- **Participer à la vie de la clinique**

- Participer aux formations données aux étudiant·es en début d'année académique ;
- Participer aux réunions d'équipe ;
- Etc.

Montant estimé de la rémunération : environ 1.400 EUR brut/mois (pour 2 années d'ancienneté reconnues).

Horaires et temps de travail : à discuter selon les disponibilités de la personne recrutée et les besoins de la clinique.

3. Environnement de travail

La personne recrutée travaillera en étroite collaboration avec **Sophie Gérard**, qui dirige actuellement la clinique. Elle pourra également compter sur l'aide d'**Elise Dermine et Daniel Dumont**, professeurs en droit social, qui co-président la clinique.

La personne recrutée fera partie du **Centre de droit public et social**. Il s'agit d'un centre de recherche d'une vingtaine d'enseignants-chercheurs à temps plein et de nombreux autres membres à temps partiel, dont les principaux domaines d'expertise sont le droit public et le droit social, la sociologie et la philosophie du droit.

La personne recrutée disposera d'un bureau partagé au sein du Centre de droit public et social. Outre celui des deux co-présidents et de sa directrice, il ou elle pourra compter sur le soutien de plusieurs des membres du centre et de partenaires de la clinique.

L'intéressé·e sera pleinement associé·e aux activités collectives de **l'équipe de droit social du Centre de droit public et social**.

4. Profil recherché

Les candidat·es doivent être titulaires d'un master en droit, avec grade, et avoir une bonne maîtrise, au moins passive, de l'anglais et surtout du néerlandais.

Constituent des atouts complémentaires évidents :

- une expérience professionnelle pertinente, telle une pratique du droit social au barreau ou dans une association ;
- un master de spécialisation en droit social ;
- une expérience de gestion d'équipe, de gestion de projet et/ou d'enseignement ;
- une connaissance active du néerlandais et de l'anglais – voire d'autres langues parlées en Belgique ;
- une connaissance approfondie du droit de l'aide sociale – voire d'autres branches du droit (droit des étrangers, du travail, du bail, de la famille, etc.) ;
- une connaissance du paysage des études supérieures en Belgique.

Intéressé·e ?

De plus amples renseignements sur la Street Law Clinic en droit social et sur le poste à pourvoir peuvent être obtenus auprès de Sophie Gérard (sophie.gerard@ulb.be).

Les candidatures doivent lui être envoyées par courriel pour le **dimanche 1^{er} février 2026** au plus tard. Elles doivent comprendre les pièces suivantes :

- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae détaillé, présenté conformément au canevas de l'ULB (<https://www.ulb.be/fr/documents-officiels/completer-votre-cv-en-ligne>).

Une présélection sera opérée par les deux coprésidents de la clinique, Elise Dermine et Daniel Dumont, ainsi que sa directrice, Sophie Gérard, sur la base des dossiers soumis. Les candidat·es retenu·es seront invité·es à un **entretien la semaine du 2 février 2026**.

L'**entrée en fonction** aura lieu le plus rapidement possible, idéalement le lundi **16 février 2026**.

Politique d'égalité des chances

La politique de gestion du personnel de l'ULB est axée sur la diversité et l'égalité des chances. Nous recrutons les candidat·es en fonction de leurs compétences, indépendamment de leur âge, leur genre, leur orientation sexuelle, leur origine, leur nationalité, leurs convictions, leur handicap, etc. Vous souhaitez bénéficier d'aménagements raisonnables dans le cadre de la procédure de sélection en raison d'un handicap, d'un trouble ou d'une maladie ? N'hésitez pas à prendre contact avec Marie Botty (marie.botty@ulb.be) notre personne de contact en charge des aspects de diversité pour le personnel enseignant et scientifique. Soyez assuré·e de la confidentialité de cette information.

Plus de détails sur les politiques de genre et de diversité sont disponibles sur <https://www.ulb.be/fr/l-ulb-s-engage/diversites>.